



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRÊTÉ N° 106 -DDPP-13**  
**PORTANT INSTAURATION DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

**SOCIETE LOIRE FONTE INDUSTRIE**  
**97 RUE DE LA RÉPUBLIQUE**  
**42500 LE CHAMBON FEUGEROLLES**

VU le Titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;  
VU les articles L. 512-12 et R. 515-24 et suivants du code de l'environnement ;  
VU l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement ;  
VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 mai 1987 modifié réglementant les activités de la société LOIRE FONTE INDUSTRIE sur le territoire de la commune du CHAMBON-FEUGEROLLES – 97 Rue de la République ;  
VU le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique réalisé pour le compte de la mairie du CHAMBON-FEUGEROLLES en août 2011 ;  
VU les avis émis dans le cadre des consultations prévues par les articles L.515-12 et R.515-25 du code de l'environnement ;  
M. le Directeur départemental des territoires le 3 avril 2012 ;  
M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé le 24 mai 2012 ;  
Le conseil municipal du CHAMBON-FEUGEROLLES le 14 novembre 2012 ;  
Le propriétaire concerné par le projet le 11 avril 2012 ;  
VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 4 janvier 2013 ;  
VU l'avis en date du 4 février 2012 du Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;  
VU les observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu au vu du projet d'aménagement prévu du site, d'instituer des servitudes arrêtant les interdictions et restrictions d'usage, sur la base des conclusions des diagnostics et des évaluations des risques, conformément aux dispositions de l'article L. 515-12 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'institution de servitudes permet de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du directeur départemental de la protection des populations

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Périmètre des servitudes retenues**

Les parcelles n° 137, 139, 165, 247, 248, 249, 250 et 251 de la section AV du plan cadastral de la commune du Chambon-Feugerolles représentant une superficie totale de 26 193 m<sup>2</sup> définissent le périmètre d'application des servitudes. Elles sont représentées sur le plan cadastral ci-joint (annexe 1).

### **Article 2 – Type de servitudes retenues**

Les servitudes sont imposées dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 515-12 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Servitudes proposées**

#### *Servitudes n° 1 : détermination des usages*

Les parcelles sur le plan joint en annexe 2 ont été placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir sur la

- Zone 1 : usage de type industriel et commercial comprenant des espaces verts et des parkings
- Zone 2 : usage de type espaces verts et parkings

Les parcelles section AV n° 137, 139, 165, 247, 248, 249p, 250 et 251 du plan cadastral de la commune du Chambon-feugerolles d'une superficie totale de 22 093 m<sup>2</sup> constituent la zone 1.

La parcelle section AV n° 249p du plan cadastral de la commune du Chambon-feugerolles d'une superficie totale de 4100 m<sup>2</sup> constituent la zone 2.

#### *Servitudes n° 2 : précautions pour les tiers intervenant sur le site*

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur les zones type 1 et 2 n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

#### *Servitudes n° 3 : interdiction d'usage agricole des terrains*

L'utilisation des terrains pour un usage agricole et de façon générale pour toute implantation d'où il peut être tiré des produits consommables pour l'Homme (potagers, arbres fruitiers, ...) est interdite sur les zones type 1 et 2.

*Servitudes n° 4 : implantation des réseaux d'alimentation en eau potable*

L'implantation des réseaux d'alimentation en eau potable doit être réalisée au sein d'un matériau sain non contaminé entourant la canalisation sur une épaisseur d'au moins 30 centimètres dans les zones type 1 et 2.

*Servitudes n° 5 : aménagements particuliers de la zone type 1*

Les dalles de fondation du bâtiment industriel d'une surface minimale de 1000 m<sup>2</sup> devront avoir une épaisseur d'au moins 25 cm. Le renouvellement de l'air sera au minimum de 60 % par heure.

Les dalles de fondation des bureaux devront avoir une épaisseur d'au moins 15 cm. Le renouvellement de l'air sera au minimum de 80 % par heure dans les bureaux de 12,1 m<sup>2</sup> et de 25 m<sup>2</sup>, il sera au minimum de 70 % par heure dans les bureaux de 57 m<sup>2</sup>.

*Servitudes n° 6 : interdiction d'utilisation de la nappe souterraine*

Tout pompage, toute utilisation de l'eau de la nappe souterraine présente au droit du site, à l'exception de ceux prévus pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines ou autorisés au préalable par l'administration, sont interdits sur les zones 1 et 2.

*Servitudes n° 7 : accès aux ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines*

L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance arrêté par le service de l'Inspection des Installations Classées (plan d'implantation des piézomètres (annexe 2) et programme conforme à l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2003 (annexe 3), programme pouvant évoluer avec l'accord de l'inspection) devra être assuré à tout moment au représentant de l'État, à la mairie du Chambon-Feugerolles ou à toute personne mandatée par celle-ci.

Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué des piézomètres suivants :

- Pz9, Pz12 et Pz13 représentant l'amont du site,
- Pz4, Pz7, Pz11 et Pz15 représentant l'aval du site,

Le maintien de la protection des ouvrages existants destinés à capter ou à contrôler les eaux souterraines de manière à éviter tout transfert de pollution en direct de la nappe est obligatoire.

La réalisation de nouveaux ouvrages de surveillance des eaux souterraines est autorisée sur la zone 2 et la parcelle n° 250 section AV sous réserve d'autorisation préalable des administrations compétentes.

La neutralisation selon les règles de l'art des ouvrages dont la présence ne serait plus nécessaire au titre du contrôle des eaux souterraines est obligatoire.

*Servitudes n° 8 : élément concernant les interventions mineures*

S'agissant d'intervention ne remettant pas en cause l'usage du terrain, les sols et matériaux excavés sur les zones type 1 et 2 pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site dans la mesure où ils respectent les présentes servitudes. A défaut, tous les sols et matériaux excavés devront faire l'objet d'un traitement adapté.

*Servitudes n° 9 : Encadrement des modifications d'usage*

Tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage des zones, toute utilisation de la nappe, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

*Servitudes n° 10 : allègement ou aggravation des servitudes*

Les contraintes figurant dans les servitudes pourront être aggravées ou allégées par suite de la dégradation ou de l'amélioration de la situation ayant rendu nécessaire l'établissement des présentes servitudes après avis des administrations compétentes.

*Servitudes n° 11 : Information des tiers*

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées ci-dessus en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application de l'article 1638 du code civil en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

#### Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

#### Article 5 – Notification

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées Monsieur le maire du CHAMBON-FEUGEROLLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le **21 MARS 2013**

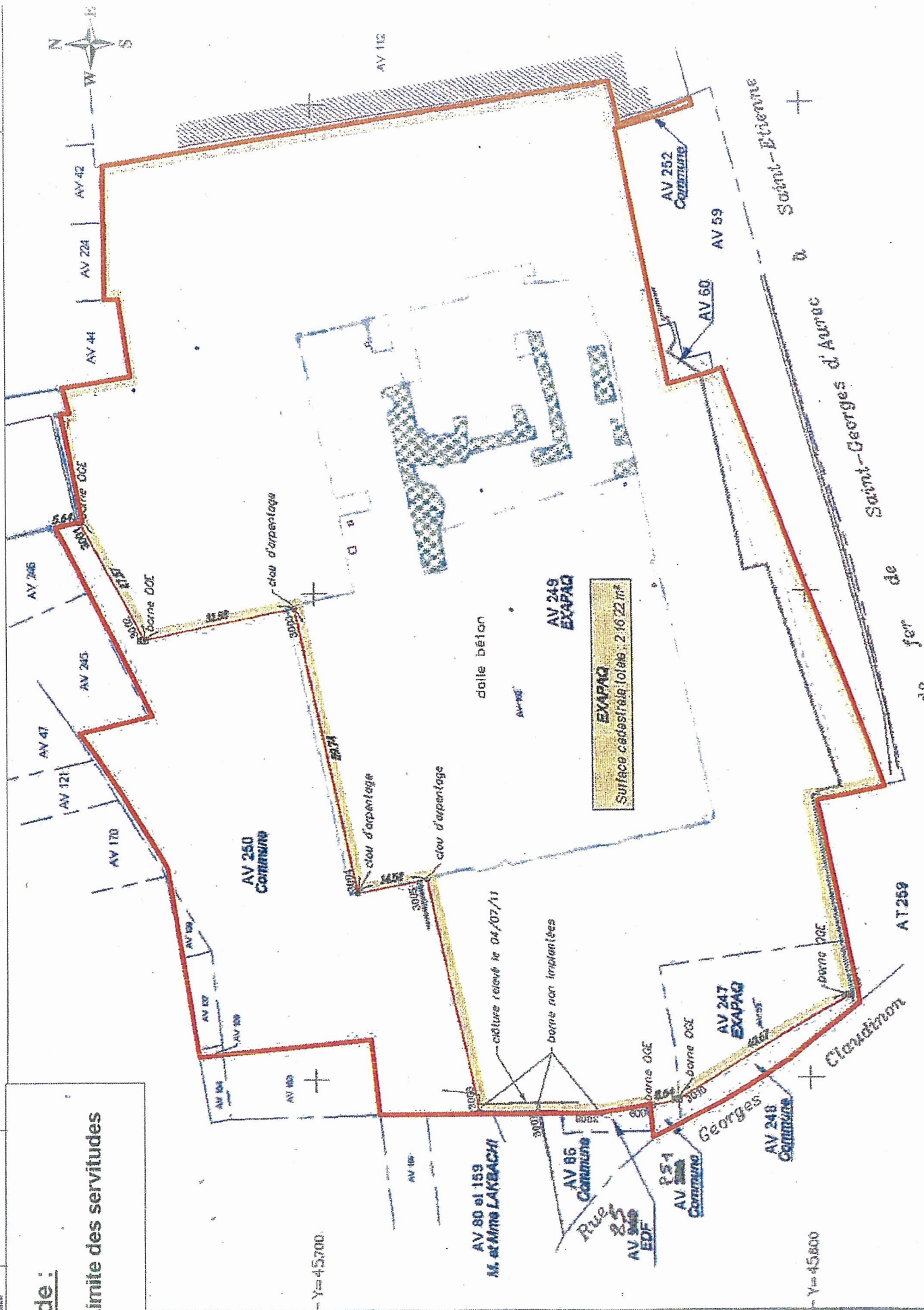
Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Patrick FERIN

#### **Copie adressée à :**

- Société EX LE CHAMBON 1724  
3 Rue de Brilhac  
35000 RENNES
- Monsieur le maire du CHAMBON-FEUGEROLLES
- L'Inspection des installations classées – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Loire
- Archives
- Chrono



## Limite des servitudes



# Le Chambon-Feuqueroles

## Annexe 2

Rue

de

88)

Pz 11

Pz 7

Pz 15

Pz 4

Pz 13

Pz 9

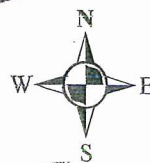
Pz 12

a

Bergognon

107)

Rue



### Légende

- piezometre
- bureaux
- batiment industriel
- parcelle
- bati
- limite parcelle AV 250
- Zone 2
- zone 1

0 12.5 25 50 Mètres